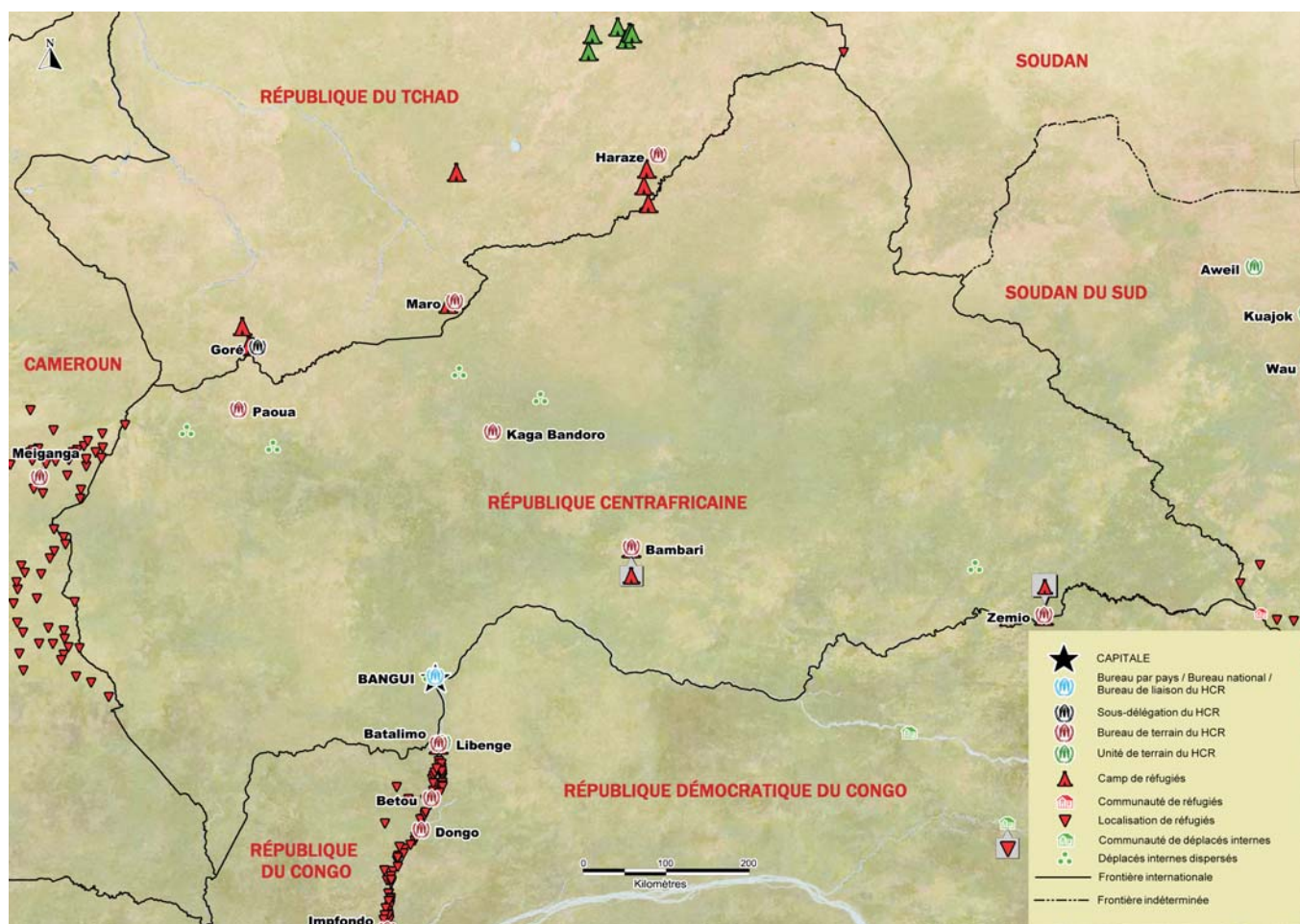


RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



Environnement opérationnel

Contexte

La République centrafricaine (RCA) a subi, pendant plusieurs décennies, des troubles politiques et des crises militaires qui ont eu de graves répercussions dans tous les secteurs. Le pays souffre d'un manque chronique d'infrastructures et la présence effective de l'État à l'extérieur de Bangui, la capitale, est très limitée. Cela pose d'importants problèmes administratifs et logistiques pour la conduite des opérations. Le système judiciaire reste très fragile ; les gens qui se rendent coupables de violations des droits de l'homme jouissent d'une relative impunité, ce qui aboutit parfois à des scènes de vindicte populaire. La RCA est en proie à une grande pauvreté, plus prononcée encore dans les régions touchées par des conflits, de sorte que les divers groupes armés ont peu de difficultés à enrôler des jeunes.

D'importants déplacements de population se sont produits, tant en RCA qu'en direction de pays voisins. À ce jour, quelque 130 000 Centrafricains sont réfugiés au Cameroun, au Soudan et au Tchad ; et environ 176 000 personnes sont toujours déplacées à l'intérieur du pays et vivent dans la hantise des affrontements qui pourraient opposer divers groupes armés et des violences qui en résulteraient. Les frontières qui séparent le territoire national de certains pays voisins, en proie à des conflits internes, sont longues et poreuses, ce qui aggrave les problèmes de sécurité dans un pays où les effectifs de l'armée nationale sont modestes et où la police est mal équipée. La

RCA accueille néanmoins quelque 18 000 réfugiés, dont environ 12 000 originaires de la République démocratique du Congo (RDC).

Les récents développements ont suscité un optimisme grandissant, le Gouvernement ayant donné la preuve de sa volonté de conclure le programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) d'ici à la fin de l'année 2011. Ceci a fait naître des espoirs quant au retour de la paix et de la stabilité dans la région. En outre, la sécurité devrait s'améliorer dans le nord-est du pays, suite à la signature d'un accord de cessez-le-feu entre le Gouvernement et un groupe armé. Ces signes de progrès apparaissent à l'issue d'élections législatives qui se sont déroulées sans violences en mars 2011. Certains déplacés internes seraient déjà rentrés dans leur localité d'origine. Reste à savoir combien de temps cet optimisme durera, en particulier si la croissance économique synonyme de développement et d'emplois pour la population n'est pas au rendez-vous.

Besoins

La pauvreté et le chômage persistent dans le pays, de sorte que la plupart des personnes qui relèvent de la compétence du HCR sont tributaires de son assistance. Du fait de la faiblesse du système judiciaire et de l'application insuffisante des lois, le Haut Commissariat doit déployer des efforts supplémentaires pour garantir une protection internationale aux réfugiés. La plupart des déplacés internes ne possèdent pas de papiers et risquent de devenir apatrides. Beaucoup sont trop pauvres pour faire l'acquisition de ces

Chiffres prévisionnels pour la République centrafricaine

TYPE DE POPULATION	ORIGINE	JAN. 2012		DÉC. 2012 – JAN. 2013		DÉC. 2013	
		TOTAL DANS LE PAYS	NB PERS. ASSISTÉES PAR LE HCR	TOTAL DANS LE PAYS	NB PERS. ASSISTÉES PAR LE HCR	TOTAL DANS LE PAYS	NB PERS. ASSISTÉES PAR LE HCR
Réfugiés	Tchad	500	80	450	60	380	50
	RDC	12 650	11 700	11 400	10 500	7 750	6 500
	Soudan	2 600	2 200	2 800	2 400	3 000	2 600
	Pays divers	250	50	100	20	50	10
Demandeurs d'asile	Tchad	50	10	20	10	10	-
	RDC	170	30	100	20	50	10
	Soudan	80	20	40	10	10	-
	Pays divers	30	10	10	10	10	-
Réfugiés rapatriés	Rép. centrafricaine	50	50	15 000	15 000	30 000	30 000
Déplacés internes	Rép. centrafricaine	192 000	100 000	192 000	100 000	192 000	100 000
Déplacés de retour	Rép. centrafricaine	15 000	15 000	40 000	40 000	30 000	30 000
Total		223 380	129 140	261 920	168 020	263 260	169 180

documents essentiels ou les ont perdus lorsqu'ils se sont enfuis de leur village. Bien souvent, les services administratifs et les institutions publiques n'ont même pas les moyens d'établir des documents.

La plupart des déplacés internes survivent comme ils peuvent, dans la brousse, car leurs villages ont été incendiés, les structures sociales et sanitaires pillées ou détruites, et leurs bêtes volées. Les besoins les plus pressants ont trait aux abris, à l'eau, à la santé primaire et à l'éducation élémentaire. Certaines pratiques traditionnelles, telles que les violences liées aux accusations de sorcellerie, mettent les femmes et les jeunes filles en danger. Les personnes vulnérables n'ont pas accès à la justice, à l'assistance juridique et à des mécanismes non violents de résolution des conflits.

Le renforcement des mécanismes de prévention de la violence sexuelle et sexiste dans les camps est essentiel, car les croyances traditionnelles ont des effets délétères sur le comportement des personnes qui relèvent de la compétence du HCR. L'assainissement et l'hygiène laissent à désirer dans les zones rurales et demandent

une attention constante ; il y a de nombreux problèmes de santé à l'intérieur et aux environs des camps de réfugiés.

Les réfugiés vivant en milieu urbain qui optent pour l'intégration sur place ont besoin d'un soutien, en raison du manque de moyens de subsistance. Ils ont besoin d'aide pour changer de statut juridique, acquérir la nationalité centrafricaine et obtenir des permis de travail. Il est en outre nécessaire de rechercher des solutions durables supplémentaires, sous forme de rapatriement librement consenti et de réinstallation.

Stratégie et activités

● Réfugiés en milieu urbain

Le HCR cherchera à favoriser l'intégration juridique et socio-économique des réfugiés en milieu urbain restants, en s'attachant à promouvoir une modification de leur statut juridique, leur naturalisation et la délivrance de permis de travail. Il veillera à

Objectifs et cibles prioritaires en 2012

Procédures de protection équitable et délivrance de documents

- Assurer l'enregistrement des naissances, l'établissement de profils et la délivrance de documents fondés sur l'enregistrement.
 - ☞ Le pourcentage de personnes risquant de devenir apatrides et qui détiennent des documents individuels passe de 20 à 50 pour cent.

Protection contre la violence et l'exploitation

- Réduire les risques encourus par les personnes qui relèvent de la compétence du HCR, en particulier la discrimination, la violence sexuelle et sexiste et le recrutement des enfants.
 - ☞ Parmi les déplacés internes, toutes les victimes connues de violences sexuelles reçoivent une aide.

Besoins et services essentiels

- Respecter les normes internationales relatives aux abris, à l'énergie domestique, à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène.
 - ☞ Tous les ménages vivent dans des logements convenables.

- ☞ Le volume d'eau potable disponible dans les camps est d'environ 20 litres par personne et par jour.

- ☞ Tous les ménages disposent de latrines adaptées.

- ☞ Toutes les femmes reçoivent des protections périodiques.

- Réduire la malnutrition et l'anémie, lutter contre les principales causes de morbidité et de mortalité et assurer des soins de santé génésique adéquats.

- ☞ Toutes les personnes vivant avec le VIH et le sida reçoivent un traitement.

- ☞ Environ 70 pour cent des personnes relevant de la compétence du HCR ont accès à des services de santé primaires.

Solutions durables

- Réaliser le potentiel en matière de solutions durables.

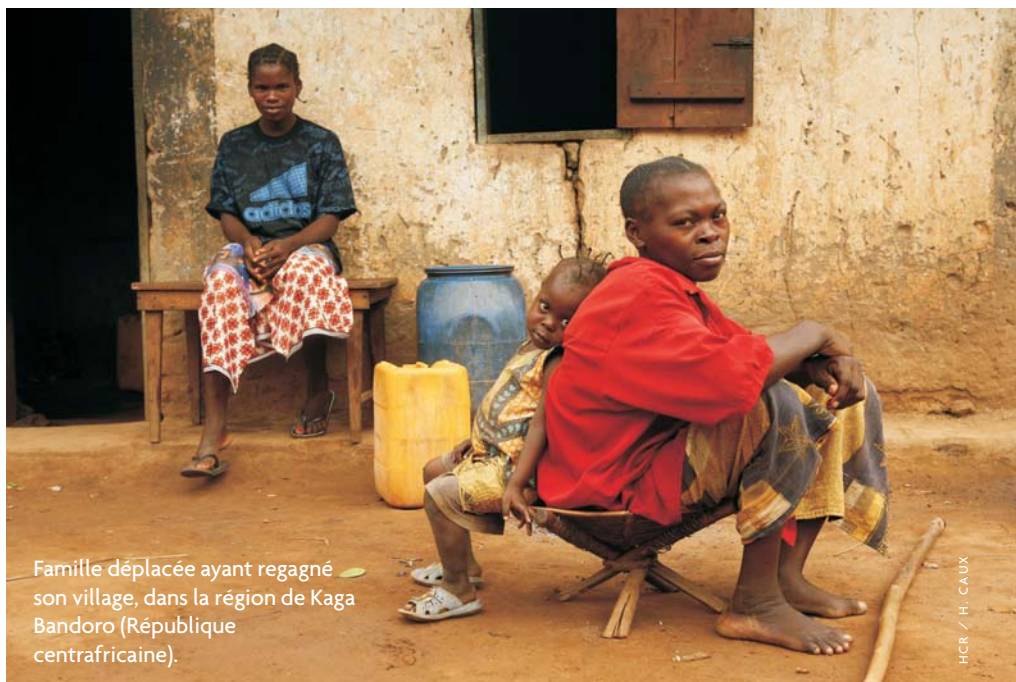
- ☞ Environ 50 pour cent des déplacés internes qui regagnent de leur plein gré leur lieu d'origine bénéficient d'une aide au retour.

- ☞ Quelque 10 pour cent des réfugiés vivant en milieu urbain sont intégrés sur place.

- ☞ Environ 10 pour cent des réfugiés en situation de risque font l'objet d'une demande de réinstallation.

Présence du HCR en 2012

□ Nombre de bureaux	7
□ Effectifs totaux	71
Internationaux	12
Nationaux	49
JEA	1
VNU	9



Famille déplacée ayant regagné son village, dans la région de Kaga Bandoro (République centrafricaine).

HCR / H. CAUX

ce que les personnes qui relèvent de sa compétence soient traitées de manière juste, efficace et non discriminatoire lorsqu'elles sollicitent la protection, à ce qu'elles reçoivent des papiers et aient accès à des procédures équitables et efficaces de détermination du statut. L'arrière de demandes d'asile sera réduit de moitié en 2012 et totalement liquidé d'ici à la fin de l'année 2013.

○ Réfugiés en milieu rural

Le HCR continuera à suivre la situation dans la province de l'Équateur en RDC afin de confirmer si les conditions y régnant sont propices au rapatriement librement consenti des réfugiés congolais vivant dans des zones rurales en 2012-2013. Des échanges d'informations et des visites transfrontalières seront organisés en conjonction avec le bureau du HCR à Kinshasa. L'Organisation réalisera une enquête sur les intentions de retour et établira le profil des réfugiés congolais en vue

de revoir sa stratégie de solutions durables pour les Congolais accueillis dans des camps.

Comme l'insécurité persiste au sud du Darfour, les réfugiés soudanais n'ont guère d'espoir de regagner leur pays au cours de la période biennale 2012-2013. La stratégie en matière de solutions durables sera réexaminée en 2011, avec le concours d'homologues gouvernementaux et d'autres acteurs compétents. Dans le même temps, le HCR continuera d'utiliser la réinstallation comme un moyen de protection.

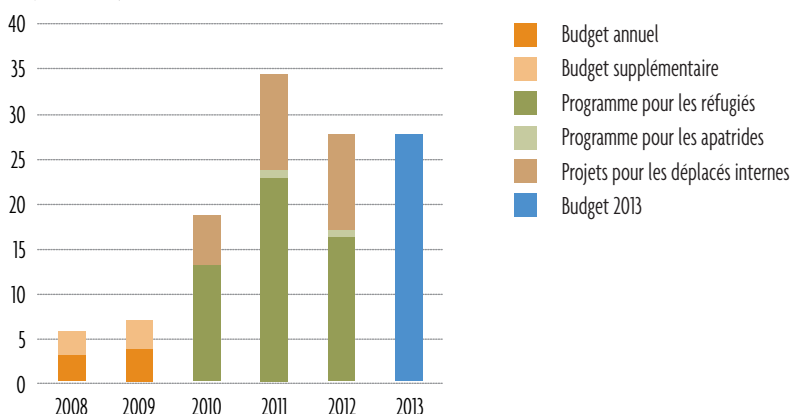
○ Déplacés internes

Aux fins de la prévention de l'apatridie, les autorités nationales bénéficieront d'une aide pour distribuer des cartes d'identité aux déplacés internes et aux réfugiés qui rentrent spontanément du Tchad et du Cameroun.

Le HCR s'efforcera de réduire les violences sexuelles et sexistes, en attachant une importance particulière aux accusations de sorcellerie, et assurera en outre la réinsertion

Budget du HCR en République centrafricaine 2008 – 2013

Millions (dollars E.-U.)



digne et sûre des victimes. Le Haut Commissariat accordera également la priorité au retour durable des déplacés internes dans les régions qui accueillent le plus grand nombre de rapatriés en provenance du Tchad et du Cameroun.

○ Contraintes

La situation socio-économique précaire et les problèmes logistiques dus au délabrement des routes, ainsi qu'à la vétusté des camions, sont parmi les principaux défis auxquels le HCR doit faire face en RCA. La résurgence incessante et répétitive des violences compromet les résultats obtenus au fil des ans et entrave les prestations d'aide auprès des déplacés internes et des réfugiés rapatriés.

L'absence d'améliorations dans la situation socio-économique et l'insécurité qui persiste dans certains secteurs entravent le rapatriement des Centrafricains réfugiés au Tchad et au Cameroun. La situation politique reste tendue au Soudan du Sud, en RDC, au Tchad et au Darfour ; toute dégradation pourrait causer un afflux de réfugiés qui ponctionnerait les ressources déjà maigres du pays.

| Organisation et mise en œuvre |

○ Coordination

Les conditions de sécurité restant précaires en RCA, le HCR et ses partenaires maintiendront le même niveau d'engagement dans le suivi des déplacements, ainsi que dans l'assistance humanitaire aux populations déplacées et de retour. Le HCR dirige le module de la protection chargé d'apporter une aide humanitaire aux déplacés internes. Les activités de lutte contre le VIH et le sida, ainsi que celles contre la violence sexuelle et sexiste seront intégrées au programme pour 2012-2013 ; en revanche, l'UNICEF continuera de coordonner les questions en rapport avec les femmes et les enfants et le PNUD supervisera le secteur relatif à l'état de droit. Enfin, le BINUCA assurera la direction du programme de défense des droits de l'homme.

| Informations financières |

Le budget du HCR en République centrafricaine a sensiblement progressé depuis 2007 et en particulier en 2010, du fait de l'afflux de réfugiés en provenance de la RDC mais aussi de l'augmentation du nombre de déplacés internes dans le pays.

L'augmentation observée dans le programme du HCR pour les réfugiés et les déplacés internes est due au transfert des réfugiés darfouriens à Bambari, ainsi qu'à la nécessité de combler des lacunes mises en évidence lors de l'évaluation des besoins globaux.

PARTENAIRES

Partenaires d'exécution

Organismes gouvernementaux

Commission nationale pour les réfugiés (CNR)
Comité national permanent pour la protection des personnes déplacées internes (CNPPDI)

ONG

Association AZOUNDANGA
Association des Femmes Juristes
Conseil danois pour les réfugiés
CSSI
COOPI
Échelle
International Medical Corps
Medical Emergency Relief International
Triangle Génération Humanitaire

Partenaires opérationnels

Organismes gouvernementaux

Cabinet du Premier ministre
Ministère de l'Administration territoriale
Ministère des Affaires étrangères
Ministère de l'Agriculture
Ministère de la Justice
Ministère de la Santé
Ministère de la Sécurité publique

Autres

BINUCA
FAO
FNUAP
OMS
ONUSIDA
PAM
PNUD
UNICEF

Budget 2012 pour la République centrafricaine (dollars E.-U.)

RÉPARTITION BUDGÉTAIRE	PROGRAMME POUR LES RÉFUGIÉS PILIER 1	PROGRAMME POUR LES APATRIDES PILIER 2	PROJETS POUR LES DÉPLACÉS INTERNES PILIER 4	TOTAL
Environnement de protection favorable				
Accès à l'assistance juridique	0	0	911 217	911 217
Sous-total	0	0	911 217	911 217
Procédures de protection équitables				
Identification des cas d'apatridie	0	100 000	0	100 000
Détermination du statut de réfugié	156 173	0	0	156 173
Documents individuels	0	725 624	0	725 624
Enregistrement et documents d'état civil	632 117	0	448 091	1 080 208
Sous-total	788 290	825 624	448 091	2 062 005
Protection contre la violence et l'exploitation				
Protection contre la criminalité	0	0	452 091	452 091
Violences fondées sur l'appartenance sexuelle (prévention et réponse)	112 194	0	1 019 877	1 132 071
Protection des enfants	132 194	0	0	132 194
Sous-total	244 388	0	1 471 968	1 716 356

RÉPARTITION BUDGÉTAIRE	PROGRAMME POUR LES RÉFUGIÉS PILIER 1	PROGRAMME POUR LES APATRIDES PILIER 2	PROJETS POUR LES DÉPLACÉS INTERNES PILIER 4	TOTAL
Besoins élémentaires et services essentiels				
Santé	2 800 969	0	0	2 800 969
Santé génésique et services liés au VIH	1 174 388	0	292 091	1 466 479
Nutrition	562 194	0	0	562 194
Sécurité alimentaire	412 194	0	0	412 194
Eau	462 194	0	0	462 194
Assainissement et hygiène	1 184 199	0	0	1 184 199
Abris et infrastructure	924 388	0	0	924 388
Accès aux énergies	474 388	0	0	474 388
Articles ménagers et d'hygiène de base	258 367	0	0	258 367
Services destinés aux groupes ayant des besoins spécifiques	764 234	0	0	764 234
Éducation	1 540 561	0	0	1 540 561
Sous-total	10 558 074	0	292 091	10 850 165
Autonomisation et autosuffisance communautaires				
Autosuffisance et moyens d'existence	1 330 040	0	0	1 330 040
Sous-total	1 330 040	0	0	1 330 040
Solutions durables				
Retour volontaire	122 346	0	5 129 468	5 251 814
Intégration	642 346	0	0	642 346
Réinstallation	56 173	0	0	56 173
Sous-total	820 866	0	5 129 468	5 950 334
Leadership, coordination et partenariats				
Gestion et coordination des camps	92 194	0	0	92 194
Relations avec les donateurs	72 194	0	0	72 194
Sous-total	164 388	0	0	164 388
Logistique et appui aux opérations				
Logistique et chaîne d'approvisionnement	1 820 561	0	1 040 432	2 860 993
Gestion des opérations, coordination et appui	480 101	0	1 415 178	1 895 279
Sous-total	2 300 662	0	2 455 610	4 756 272
Total	16 206 708	825 624	10 708 445	27 740 776
Budget 2011 révisé	22 756 588	910 012	10 685 653	34 352 253